

Adhésion aux Théories Conspirationnistes et Soutien aux Politiques Répressives à L'égard des Libertés Politiques en Contexte de Démocratie Autoritaire : Le Cas du Cameroun

Messanga Gustave Adolphe,

Maître de Conférences de Psychologie Sociale,
Université de Dschang, Cameroun

Fotso Magne Pamela,

Étudiante au Cycle de Master en Psychologie Sociale,
Université de Dschang, Cameroun

Taffo Nemboue Willy,

Doctorant en Psychologie Sociale,
Université de Dschang, Cameroun

Doi:10.19044/esj.2020.v16n26p51

[URL:http://dx.doi.org/10.19044/esj.2020.v16n26p51](http://dx.doi.org/10.19044/esj.2020.v16n26p51)

Résumé

La présente recherche s'inscrit dans la logique des travaux analysant les facteurs explicatifs du soutien des individus à la répression (Besley & Persson, 2012 ; Garcia-Ponce & Pasquale, 2013). Plus spécifiquement, elle s'intéresse au soutien accordé par les citoyens aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques en contexte de démocratie autoritaire. Son apport théorique consiste en la proposition de l'adhésion aux théories conspirationnistes comme variable explicative de ce phénomène. Dans cette veine, elle prédit que les individus qui adhèrent aux dites théories sont plus susceptibles de soutenir les politiques répressives à l'égard des libertés politiques que ceux qui n'y adhèrent pas. La mise à l'épreuve de cette prédiction s'est faite grâce à la participation de 338 étudiants, dont l'âge se situe entre 18 et 51 ans (âge moyen = 34,5 ans). Les données ont été collectées grâce à une adaptation de la *French Version of Conspiracist Beliefs Scale* (Brotherton et al., 2013) et à l'échelle du soutien aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques, construite pour les besoins de la présente recherche. À ces deux instruments, on a associé une série d'échelles permettant d'évaluer des construits servant de mesure de contrôle. En procédant à une distinction catégorielle sur la base des scores obtenus, on constate que les participants qui adhèrent aux théories conspirationnistes ($M = 30,34$; $É-T = 6,15$) soutiennent davantage les politiques répressives à

l'égard des libertés politiques que ceux qui n'y adhèrent pas ($M = 26,50$; $É-T = 7,94$). Ces observations apportent un soutien empirique à l'hypothèse émise ($\beta = .416$, $t = 11,07$; $P < .05$). Les mesures de contrôle associées permettent de constater que les individus qui : ont un penchant pour l'autoritarisme d'extrême droite, croient en un monde juste, ont une orientation de la dominance sociale forte, et ont une vision compétitive du monde soutiennent davantage les politiques répressives que ceux qui n'adhèrent pas à ces idéologies.

Mots clés : Théories conspirationnistes, politiques répressives, libertés politiques, démocratie autoritaire, soutien aux politiques répressives

Adherence to Conspiracy Theories and Support for Repressive Policies Towards Political Liberties in the Context of Authoritarian Democracy: The Case of Cameroon

Messanga Gustave Adolphe,

Maître de Conférences de Psychologie Sociale,
Université de Dschang, Cameroun

Fotso Magne Pamela,

Étudiante au Cycle de Master en Psychologie Sociale,
Université de Dschang, Cameroun

Taffo Nemboue Willy,

Doctorant en Psychologie Sociale,
Université de Dschang, Cameroun

Abstract

The present research is in line with the work analyzing factors explaining individuals' support for repression (Besley & Persson, 2012; Garcia-Ponce & Pasquale, 2013). More specifically, it is interested in the support given by citizens to repressive policies towards political freedoms in the context of authoritarian democracy. Its theoretical contribution consists in the proposition of adherence to conspiracy theories as an explanatory variable of this phenomenon. In this vein, it predicts that individuals who adhere to such theories are more likely to support repressive policies on political freedoms than those who do not. This prediction was put to the test thanks to

the participation of 338 students, aged between 18 and 51 (mean age = 34.5 years). Data were collected through an adaptation of the French Version of Conspiracist Beliefs Scale (Brotherton et al., 2013) and the support for repressive policies towards political freedoms, constructed for the purpose of the present research. These two instruments have been associated with a series of scales allowing the evaluation of constructs serving as control measures. By making a categorical distinction on the basis of the scores obtained, it is observed that, participants who adhere to conspiracy theories ($M = 30.34$; $S.D = 6.15$) support more repressive policies towards political freedoms than those who do not adhere to it ($M = 26.50$; $SD = 7.94$). These observations provide empirical support for the hypothesis of the study ($\beta = .416$, $t = 11.07$; $P < .05$). The associated control measures show that individuals who : are incline to right-wing authoritarianism, believe in a just world, have a high social dominance orientation, and have a competitive worldview are more supportive of repressive policies than those who do not adhere to these ideologies.

Keywords: Conspiratorial theses, repressive policies, political freedoms, authoritarian democracy; support for repressive policies

Introduction

Selon l'indice de démocratie créé en 2006 par le magazine *The Economist Group*, qui se propose d'évaluer le niveau de démocratie de 167 pays dans le monde, dont 166 sont des États souverains et 165 sont membres de l'Organisation des Nations Unis (ONU), l'appréhension de ce système de gouvernance varie d'une société à l'autre (« Indice De Démocratie », 2020). Ainsi, les sociétés qui ont adopté la démocratie comme système de gouvernance peuvent désormais être hiérarchisées en quatre principales catégories, à savoir : (1) les démocraties pleines ; (2) les démocraties imparfaites ; (3) les régimes hybrides ; et (4) les régimes autoritaires. Cette catégorisation suggère que dans le monde, l'implémentation de la démocratie se bute à de nombreux obstacles, notamment du fait du contexte social dans lequel ce système de gouvernance est appliqué. Dans les faits, de nombreux États, supposés être des démocraties, sont de plus en plus réfractaires au respect des règles et principes de ce système de gouvernance, préférant se tourner vers des pratiques autoritaires. C'est à eux que l'on fait référence lorsqu'on parle des démocraties autoritaires.

Les démocraties autoritaires sont des régimes politiques caractérisés par l'absence flagrante d'alternance politique, le non-respect de la liberté d'expression et la mainmise du régime gouvernant sur toutes les franges de la société (Braud, 2008). Elles sont également connues sous le nom de *démocraties*, c'est-à-dire des systèmes politiques consistant en « un mélange instable de démocratie et de dictature, de constitutionalisme et d'autoritarisme.

» (Liniger-Goumaz, 1992 : 59) Suivant la terminologie d'Houngnikpo (2004), on y fera référence en parlant de démocratie « prostituée », parce que leurs caractéristiques ne sont spécifiques à aucun système de gouvernance en particulier. En effet, elles ne sont ni démocratiques, ni dictatoriales (Schedler, 2006). Elles se distinguent, cependant, des autoritarismes classiques, par le fait qu'elles fonctionnent suivant les procédures qui régissent les démocraties électorales. Seulement, les institutions démocratiques y sont prises en otage. En réalité, elles n'y servent que de gages de l'implémentation de la démocratie ; d'où l'expression *démocratie cosmétique* utilisée dans le cas camerounais par Nyamnjoh (2002). Le jeu politique y est le résultat d'une combinaison des traits de la démocratie libérale et de l'autoritarisme (Hermet, 2006), puisqu'il se caractérise par un pluralisme politique limité, une absence d'idéologie, et la personnalisation d'un pouvoir dont les limites formelles sont mal définies (Etekou, 2013 ; Inyikalum, 2017). Bien plus, les *démocraties* autorisent la création et le fonctionnement des partis politiques et permettent l'organisation de la société civile et d'une presse indépendante, uniquement dans le but de bénéficier du soutien des puissances étrangères. En somme, au premier abord, elles ont l'apparence des régimes démocratiques normaux (Natielse, 2013). C'est le cas du Cameroun.

Le Cameroun se situe à la 141^{ème} position du classement des démocraties publié par l'Economist Intelligence Unit (« Indice De Démocratie », 2020). Il rentre dans la catégorie des régimes autoritaires. Cette catégorisation est la conséquence de sa moyenne générale à l'indice de démocratie (2,85/10). Cette moyenne découle d'une évaluation à partir de cinq critères standards par le biais desquels le niveau de démocratie d'un pays est déterminé. Il s'agit : (1) du processus électoral et du pluralisme politique (1,67/10) ; (2) des libertés civiles (2,35/10) ; (3) du fonctionnement du gouvernement (2,50) ; (4) de la participation politique (3,33/10) ; et (5) de la culture politique (4,38/10). D'un certain point de vue, ces résultats trouvent leurs sources dans le fonctionnement du système politique camerounais. En effet, sa stabilité est, dans une certaine mesure, le résultat d'une stratégie politique basée sur la violence. Concrètement, en réaction à l'indignation de certains citoyens face à ses manquements démocratiques, il n'hésite pas à recourir à la répression (Manga & Mbassi, 2017) ; c'est-à-dire à l'ensemble des tactiques de l'État ou des acteurs du système, dont la finalité est de mettre un terme aux actions collectives en faisant augmenter les coûts qui y sont associés. Ces tactiques peuvent être physiques (blessures), psychologiques (traumatisme, anxiété) et sociales (conflit) (Earl, 2011). Dans les faits, le quotidien de l'opposition politique et de la société civile est régulièrement marqué par des actes de répression violente de la part du régime en place, qui n'hésite pas à torturer, arrêter et enfermer les individus qui s'insurgent contre sa logique de gouvernance, même sans jugement (Amnesty International,

2019 LTD ; International Crisis Group LTD, 2018). Une partie de l'opinion publique, que le pouvoir a réussi à convaincre qu'un complot international avait pour objectif la déstabilisation du pays, approuve cette attitude. Pour elle, la logique répressive suivie par les autorités gouvernantes est donc juste et légitime. Quels sont les facteurs qui sous-tendent cette adhésion aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques ?

La littérature révèle qu'il existe un lien positif entre l'adhésion aux politiques répressives et le soutien à l'État (Bazzi & Blattman, 2011 ; Besley & Persson, 2012 ; Burke et al., 2009 ; Dube et al., 2013). En effet, les individus accordent généralement une grande confiance et manifestent un grand soutien aux actes gouvernementaux lorsque ceux-ci sont perçus comme visant à maintenir l'ordre par l'utilisation de la force (Bazzi & Blattman, 2011). Dans cette veine, Garcia-Ponce et Pasquale (2013) arguent que le soutien civil aux dirigeants et aux institutions gouvernementales est plus probable non pas du fait de la crainte de l'État, mais parce que les actions des gouvernements sont perçues comme le signe d'une volonté d'imposer l'ordre. Ces auteurs ajoutent que les individus soutiennent les actions violentes du gouvernement contre les partis d'opposition, les groupes criminels et d'autres groupes contestataires de l'ordre établi, afin que les acteurs constitutionnels de l'État imposent l'ordre politique qu'ils souhaitent. Ainsi, les individus craignent la violence locale, mais soutiennent fortement l'utilisation de la force militaire pour contraindre les manifestants au silence. La raison en est que pour eux, ce type de répression est légitime, parce qu'elle est le gage d'une plus grande sécurité du pays.

Dans leurs travaux sur les politiques répressives, Booth et Richard (2000) se focalisent sur le rôle de l'État, considéré comme le principal instigateur de la répression politique. Ces auteurs affirment que celle-ci est utilisée par les régimes gouvernants pour influencer les attitudes et les comportements politiques des citoyens. Ainsi, elle est le moyen par lequel l'État cherche à façonner et à défendre le pouvoir et les ressources de ses alliés contre les pressions d'autres élites et des masses populaires. Elle a pour finalité d'empêcher l'expression des comportements protestataires chez les citoyens et la participation aux manifestations publiques (Dipierto, 2016). Dans cette veine, Tilly (2009) argue qu'elle est partie intégrante du répertoire des stratégies de contrôle sociopolitique d'un gouvernement, dans la mesure où les États qui en font usage considèrent que les manifestations ou mouvements de protestation contre le régime en place sont inacceptables.

Les politiques répressives à l'égard des libertés politiques peuvent prendre diverses formes (Tilly, 2007a). Il peut s'agir de : l'interdiction faite aux partis politiques d'organiser des réunions et des manifestations ; l'utilisation d'informateurs et d'agents provocateurs ; la censure des journaux ; la torture, les enlèvements et les massacres ; l'interdiction des activités des acteurs politiques ; la limitation des exigences et des attentes des

citoyens à l'égard du système gouvernant ; et l'intimidation par la police, les forces de sécurité et les justiciers (Booth & Richard, 2000). La mise en œuvre de ces formes de répression suppose l'usage systématique de la violence d'État contre les manifestants et la traque des leaders de la société civile. Les conséquences de ces actions répressives sont des lésions corporelles, des blessures psychologiques, voire la mort pour les personnes qui en sont victimes (Davenport & Armstrong, 2004). Concrètement, elles s'expriment à travers l'usage d'armes à feu de toutes sortes, l'utilisation des gaz lacrymogènes, la brutalité physique et psychologique, les arrestations en masse des individus engagés dans la dissidence et le recours à la force ou à la violence contre les manifestants (Ligue des Droits et Libertés, 2015). Ainsi, sous ses différentes formes, la répression est un instrument politique pointu et brutal, qui peut causer des dommages ou tuer des victimes spécifiquement sélectionnées (Lemondé, 2010). Elle façonne également les valeurs, croyances et comportements des personnes qui en sont témoins.

Dans le contexte sociopolitique camerounais actuel, les actes de violence et de violation des droits humains qui caractérisent le quotidien des citoyens en général et des membres de l'opposition politique en particulier, bénéficient du soutien de certains citoyens qui y voient une volonté du gouvernement d'éradiquer la menace de déstabilisation qui pèse sur le pays (<https://www.dw.com/fr/cameroun-la-r%C3%A9pression-une-tradition-de-paul-biya/a-47330772>). En effet, le gouvernement fait régulièrement valoir la thèse selon laquelle les critiques, manifestations et meetings de l'opposition sont les composantes d'un complot ourdi contre lui (<https://www.lebledparle.com/fr/les-chroniques-du-bled/1109034-tribune-le-regime-biya-est-si-arrogant-et-imbu-de-lui-meme>). Il en résulte que toutes les contestations de l'opposition sont considérées comme illégitimes par certains citoyens, puisque celle-ci leur est régulièrement présentée par le système gouvernant comme la responsable de tous les maux dont souffre le Cameroun, notamment en raison de ses accointances avec des puissances étrangères dont le projet secret est la déstabilisation de ce pays (International Crisis Group LTD, 2018). Cette position se rapproche des théories conspirationnistes ou complotistes.

Les théories conspirationnistes sont des énoncés qui se proposent de connecter des éléments qui n'ont vraisemblablement pas de rapport entre eux, de manière à les unifier en un complot de plus grande ampleur. Dans cette veine, Bale (2007) définit les complotistes comme un groupe d'acteurs qui se réunit dans un accord secret afin d'atteindre un objectif malveillant. Ainsi, ce qui distingue les théories conspirationnistes des croyances surnaturelles, c'est le fait qu'elles impliquent nécessairement un élément de coalition d'êtres humains, trompeurs ou potentiellement dangereux, qui agissent ensemble. Elles ont cinq caractéristiques principales : l'implication d'un modèle

hypothétique, c'est-à-dire la causalité de la façon dont les individus, les objets et les événements sont interconnectés (Shermer, 2011) ; l'intentionnalité des actions des conspirateurs, qui implique l'agence, car les théories du complot stipulent que les plans des présumés conspirateurs sont délibérés (Douglas et al., 2017 ; Imhoff & Bruder, 2014) ; la coalition ou groupe d'acteurs travaillant en conjonction, étant donné qu'un acte individuel ne correspond pas à la définition d'une théorie du complot (van Prooijen & van Lange, 2014) ; l'existence d'un élément de menace ; et le secret.

L'adhésion aux théories du complot n'est pas due à une affirmation véridique, mais elle est endossée de manière à satisfaire certains besoins fondamentaux, comme le besoin de contrôle, que Leotti et al. (2010) définissent comme une nécessité psychologique et biologique jouant un rôle dans l'autorégulation de la motivation. Suivant cette logique, des recherches arrivent à la conclusion que les individus adhèrent aux théories du complot parce qu'elles leur permettent de retrouver une forme de contrôle face à l'incertitude et la menace (Douglas & Sutton, 2008 ; Lantian, 2015). Autrement dit, lorsqu'ils ont l'impression de ne pas avoir un certain contrôle sur les événements de leur vie, ils pourraient alors chercher à interpréter des événements ambigus et non connectés comme étant liés les uns aux autres (Whitson & Galinsky, 2008). C'est pourquoi, dans la logique complotiste, il y a très souvent surestimation du pouvoir, des intentions malveillantes et de la capacité de prévoyance des présumés conspirateurs, mais sous-estimation du rôle des accidents, de l'erreur humaine et du hasard dans la production d'un événement (Shermer, 2011).

Au Cameroun, la logique conspirationniste est utilisée comme justificatif des actions des autorités gouvernantes après chaque critique ou revendication d'un adversaire politique, généralement considéré comme l'instigateur ou le complice d'un complot en lien avec les puissances étrangères ; complot dont il ne faut pas minimiser la gravité (<https://www.lebledparle.com/fr/les-chroniques-du-bled/1109034-tribune-le-regime-biya-est-si-arrogant-et-imbu-de-lui-meme>). C'est dans cette veine que le gouvernement et le parti au pouvoir ont tendance à discréditer toute revendication de l'opposition, sous le prétexte que celle-ci a un plan malveillant dont la finalité est de renverser l'ordre gouvernant et s'emparer du pouvoir par des moyens non démocratiques comme l'insurrection et l'intervention militaire étrangère (<https://www.lebledparle.com/fr/les-chroniques-du-bled/1109034-tribune-le-regime-biya-est-si-arrogant-et-imbu-de-lui-meme> ; International Crisis Group LTD, 2018). C'est pourquoi les autorités n'hésitent pas à accompagner ces croyances par des actes de violence et des abus de toutes sortes à l'encontre de tous ceux qui remettent en cause leur légitimité. Comme on l'a indiqué plus haut, ces actes répressifs sont approuvés et soutenus par une partie de l'opinion publique, convaincue que

chaque revendication ou manifestation de l'opposition n'est qu'un élément d'un complot international dont le but serait de déstabiliser le pays (International Crisis Group LTD, 2018 ; Pommerolle, 2015). Ainsi, étant donné que la logique argumentative du gouvernement camerounais pour justifier ses atteintes aux libertés publiques, repose sur les théories complotistes, cela signifie-t-il que les citoyens les plus susceptibles d'adhérer à cette logique sont également les plus enclins à soutenir les thèses complotistes ? Concrètement, se basant sur la littérature qui met en lien le complotisme et le besoin de contrôle politique, la présente recherche propose la prise en compte de l'adhésion aux thèses conspirationnistes comme variable explicative du soutien aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques au Cameroun ; un pays classé dans la catégorie des démocraties autoritaires. Cette proposition se fonde sur le fait qu'à notre connaissance, aucune recherche ne s'est appesantie jusqu'alors sur le rôle de l'adhésion aux théories du complot comme source du soutien aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques en contexte de démocratie autoritaire. C'est en cela que consiste l'apport théorique escompté de cette étude, dont l'objectif est d'apporter une réponse à la question suivante : au sein des démocraties autoritaires, y-a-t-il un lien entre l'adhésion des individus aux théories conspirationnistes et leur soutien aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques ?

En réponse à la question précédente, la présente recherche met à l'épreuve l'hypothèse suivante : il y a un lien entre l'adhésion des individus aux théories conspirationnistes et leur soutien aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques en contexte de démocratie autoritaire. Plus spécifiquement, on s'attend à ce que les individus qui adhèrent aux théories conspirationnistes soient plus susceptibles de soutenir les politiques répressives à l'égard des libertés politiques que ceux qui n'y adhèrent pas.

Méthode :

A. Participants

Pour mener cette étude, 338 étudiants des deux sexes ont été sélectionnés par la technique d'échantillonnage aléatoire simple, dans différentes villes universitaires du Cameroun (Yaoundé, Douala, Dschang, Maroua, Ngaoundéré). Ils sont âgés entre 18 et 51 ans. Le choix porté sur cette catégorie de personnes est lié au fait que selon la littérature, en raison du fait qu'elles sont scientifiquement lettrées, elles sont les plus susceptibles de s'impliquer dans les questions politiques et d'y participer (Miguel et al., 2008 cités par Messanga & Taffo Nemboue, 2017). Plus spécifiquement, Logan et Bratton (2006) révèlent qu'il existe une corrélation fortement positive entre l'éducation et la participation politique des individus dans 15 pays d'Afrique Subsaharienne, dont le Cameroun.

B. Matériel

Pour les besoins de l'étude, on a développé une échelle de soutien aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques ($\alpha=.70$). Cette mesure comporte 9 items dont 8 codés à l'endroit. Ceux-ci sont évalués sur une échelle de Likert en 6 points allant de 1 (Fortement en désaccord) à 6 (Fortement en accord). À titre illustratif, l'item 1 est formulé de la manière suivante : « C'est tout à fait normal que l'État réprime violemment les manifestations publiques dans notre pays. » Le score minimal pour l'échelle globale est de 9 points et le score maximal est de 54 points. L'individu soutient la répression des libertés politiques lorsqu'il totalise un score supérieur à la moyenne (27 points), se situant dans un intervalle fermé, allant de 28 à 54 points.

Une adaptation de La *French Version of Conspiracist Beliefs Scale* (Brotherton et al., 2013) a permis d'appréhender la tendance des participants à endosser les théories conspirationnistes ($\alpha = .85$ pour la présente recherche). Elle est initialement composée de 15 items, tous codés à l'endroit. Par exemple, l'item 5 stipule que « des groupes de scientifiques manipulent, fabriquent ou suppriment des preuves pour tromper le grand public. » Dans le cadre de cette étude, les items 12 et 15 ont été supprimés.

Pour effectuer les mesures des variables contrôles de l'étude, divers instruments sont utilisés. Il s'agit de : l'échelle de justification du système démocratique camerounais (Messanga & Taffo Nemboue, 2017 ; $\alpha = ,86$) ; l'échelle de mesure du narcissisme collectif (Golec de Zavala et al., 2009 ; $\alpha = ,74$) ; l'échelle de l'extrémisme politique (Dono et al., 2018 ; $\alpha = ,69$) ; la mesure de la vision compétitive du monde (Sibley & Duckitt, 2009 ; $\alpha = .82$) ; l'échelle de l'orientation de la dominance sociale (Pratto et al., 1994 ; $\alpha=.80$) ; la mesure de l'autoritarisme d'extrême droite (Altemeyer, 2006 ; $\alpha = .82$) ; et la mesure de la croyance en un monde juste (Dalbert, 1999 ; $\alpha = ,67$). Le contrôle effectué sur ces différentes variables est lié au fait que la littérature considère qu'elles ont un impact sur les attitudes et les comportements intergroupes.

Résultats :

Les résultats de la présente recherche portent uniquement sur les analyses inférentielles. Celles-ci permettent d'évaluer les liens entre les variables principales et contrôles de l'étude. Concrètement, on rend compte de l'analyse de la régression effectuée pour évaluer la force des liens entre les variables principales de l'étude. Cette analyse permet de mettre à l'épreuve l'hypothèse. Ensuite, on analyse les modérations de la relation entre adhésion aux théories conspirationnistes et soutien aux politiques répressives par les variables contrôles. Enfin, on caractérise les adeptes ou partisans des politiques répressives à l'égard des libertés politiques au Cameroun par le biais d'un profil individuel.

A. Analyse de la régression et des corrélations entre les variables principales et contrôles

L'hypothèse de la présente recherche propose qu'il y a un lien entre l'adhésion des individus aux théories conspirationnistes et leur soutien aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques en contexte de démocratie autoritaire. Une analyse statistique de la régression linéaire permet de mettre à l'épreuve cette prédiction, en évaluant le poids de l'effet existant entre ces deux variables.

Tableau 1 : Analyse de l'effet de l'adhésion aux théories conspirationnistes sur le soutien aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques

Prédicteur	B	E. S	Stat - F	β	Stat - t	B-Inf	B-Sup	ρ
1- (Constante)	16.616	1.500			11.074	13.664	19.567	.000
Adhésion aux thèses conspirationnistes	.295	.035	70.456	.416	8.394	.226	.364	.000
			R= .416		R² = .173		R²-Ajusté = .171	

L'analyse de la régression linéaire montre que l'adhésion aux théories conspirationnistes détermine significativement le soutien aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques ($\beta = .416$, $R^2 = .173$, $R^2\text{-Ajusté} = .171$; $t(1\ 338) = 8.394$, $\rho = .000 < .05$). On observe que cette adhésion prédit à 41.6% le soutien aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques, avec une variation de F de 70.456. Cela suggère qu'une augmentation à l'unité du degré de cette adhésion constitue, chez les individus, un facteur d'intensification du soutien aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques de 29.5% d'unités. Tout ceci apporte à 83.94% une preuve confirmatoire significative de la validité de la thèse défendue dans la présente recherche, avec le poids de l'effet escompté entre les variables évalué à 41.6%.

Tableau 2 : Matrice des associations linéaires entre le soutien aux politiques répressives, l'adhésion aux thèses conspirationnistes et les variables contrôles¹

	1. SPR	2. CMJ	3. ODS	4. VCM	5. EP	6. AED	7. JSDC	8. NC	9. FVCBS
1. SPR	1								
2. CMJ	-,435**	1							
3. ODS	-,438**	,956**	1						
4. VCM	-,384**	,913**	,863**	1					
5. EP	-,439**	,985**	,978**	,871**	1				
6. AED	-,435**	,952**	,975**	,858**	,967**	1			
7. JSDC	-,440**	,991**	,929**	,895**	,975**	,933**	1		
8. NC	-,344**	,917**	,864**	,658**	,937**	,930**	,951**	1	
9. FVCBS	,416**	-,088	-,060	-,125*	-,054	-,046	-,096	-,285**	1

** . La corrélation est significative au niveau 0,01 (bilatéral).

* . La corrélation est significative au niveau 0,05 (bilatéral).

En complément de la méthode de régression linéaire appliquée pour la mise à l'épreuve de l'hypothèse de l'étude, la matrice des associations linéaires présente un lien positif, faible et significatif entre l'adhésion aux théories conspirationnistes (FVCBS) et le soutien aux politiques répressives (SPR) (FVCBS *SPR, $r = ,416^{**}$, $\rho < .01$). Cet indice sous-tend le fait que le soutien aux politiques répressives est expliqué à 41.6% par l'adhésion aux théories conspirationnistes. Il révèle également l'existence de liens négatifs, faibles et significatifs entre les variables contrôles et le soutien aux thèses conspirationnistes (SPR* CMJ, $r = -,435^{**}$, $\rho < .01$; SPR*ODS, $r = -,438^{**}$, $\rho < .01$; SPR*VCM, $r = -,384^{**}$, $\rho < .01$; SPR*EP, $r = -,439^{**}$, $\rho < .01$; SPR*AED, $r = -,435^{**}$, $\rho < .01$; SPR*JSDC, $r = -,440^{**}$, $\rho < .01$; SPR*NC, $r = -,344^{**}$, $\rho < .01$). La qualité de ces indices témoigne du fait que les variables contrôles ont été neutralisées, en raison du fait qu'elles ne varient pas dans le même sens que le facteur principal manipulé dans l'étude. Ils sont également en opposition de phase avec la variable dépendante, d'où leur négativité. On en conclut que seule l'adhésion aux théories conspirationnistes explique le soutien aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques, comme le révèle la méthode de régression linéaire (tableau 1).

¹ SPR= Soutien aux Politiques Répressives ; CMJ= Croyance en un Monde Juste ; ODS= Orientation de la Dominance Sociale ; VCM= Vision Compétitive du Monde ; EP= Extrémisme Politique ; AED= Autoritarisme d'Extrême Droite ; JSDC= Justification du Système Démocratique Camerounais ; NC= Narcissisme Collectif ; FVCBS= French Version of Conspiracist Beliefs Scale.

B. Analyse du lien entre l'adhésion aux théories conspirationnistes et les variables contrôles de l'étude

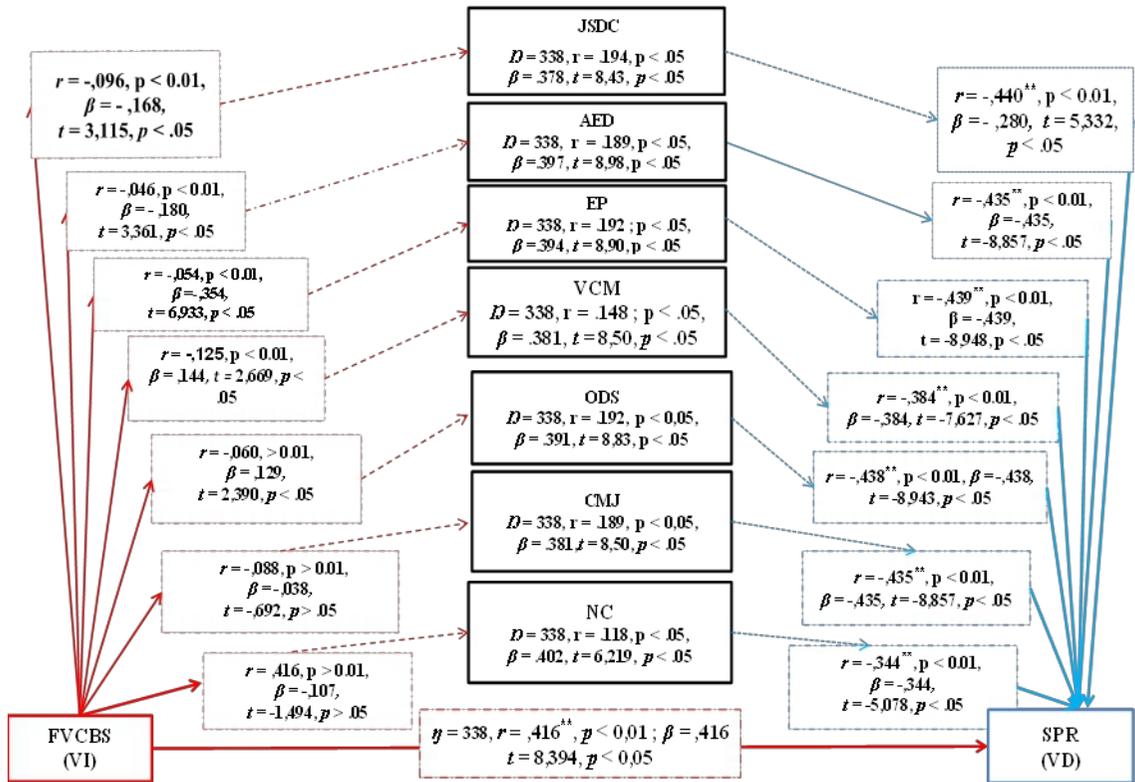


Figure 1 : Modélisation des modérations de la relation entre adhésion aux thèses conspirationnistes et soutien aux politiques répressives par les variables contrôles de l'étude

La figure 1 récapitule le modèle de régression et d'association linéaire entre les variables. Elle analyse les effets bilatéraux entre, d'une part, les variables indépendante et dépendante, les variables indépendante et contrôles, les variables indépendante, contrôles et dépendante ; et les variables contrôles et dépendante d'autre part. S'agissant du lien entre la variable indépendante et les variables contrôles, on observe qu'il existe un poids de l'effet négatif et significatif entre l'adhésion aux théories conspirationnistes et la justification du système démocratique camerounais ($R(N : 338) = -.096 ; p < .01$) comme le traduit le coefficient bêta standardisé négatif et significatif ($\beta = -.168, t = 3,115 ; p < .05$). Le lien entre l'adhésion aux théories conspirationnistes et l'autoritarisme d'extrême droite révèle un poids de l'effet existant négatif et significatif ($R(N : 338) = -.046 ; p < .01$) ; comme le montre le coefficient bêta standardisé négatif et significatif ($\beta = -.180, t = 3,361 ; p < .05$). On observe également un lien négatif et significatif ($\beta = -.354, t = 3,361 ; p < .05$) entre l'adhésion aux théories conspirationnistes et l'extrémisme politique ; ce qui se

traduit par un poids de l'effet existant négatif et significatif ($R(N : 338) = -.054 ; p < .01$). Le lien entre vision compétitive du monde et adhésion aux théories conspirationnistes révèle un poids de l'effet existant négatif et significatif ($R(N : 338) = -.125 ; p < .01$), même si le coefficient bêta standardisé est positif et significatif ($\beta = .144, t = 2,669 ; p < .05$). La corrélation entre l'adhésion aux théories conspirationnistes et l'orientation de la dominance sociale montre un poids de l'effet existant négatif et significatif ($R(N : 338) = -.060 ; p < .01$), avec un coefficient bêta standardisé positif et significatif ($\beta = .129, t = 2,399 ; p < .05$). On remarque aussi que l'adhésion aux théories conspirationnistes, corrélée avec la croyance en un monde juste, a un poids de l'effet existant négatif et significatif ($R(N : 338) = -.088 ; p < .01$) ; comme le traduit le coefficient β et t standardisé négatif et non significatif ($\beta = -.038, t = -.0692 ; p > .05$). Enfin, l'analyse du lien entre adhésion aux théories conspirationnistes et narcissisme collectif révèle un poids de l'effet existant positif et non significatif ($R(N : 338) = .416 ; p > .01$), comme le traduit le coefficient β et t standardisé négatif et non significatif ($\beta = -.107, t = -1,494 ; p > .05$). Il ressort des analyses inférentielles effectuées que toutes les variables contrôles n'ont pas d'effet positif et significatif sur la variable dépendante. Cela signifie qu'elles n'ont pas agi sur la variable indépendante pour prédire le soutien des individus aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques au Cameroun.

C. Détermination du profil des participants susceptibles de soutenir les politiques répressives à l'égard des libertés politiques en contexte camerounais

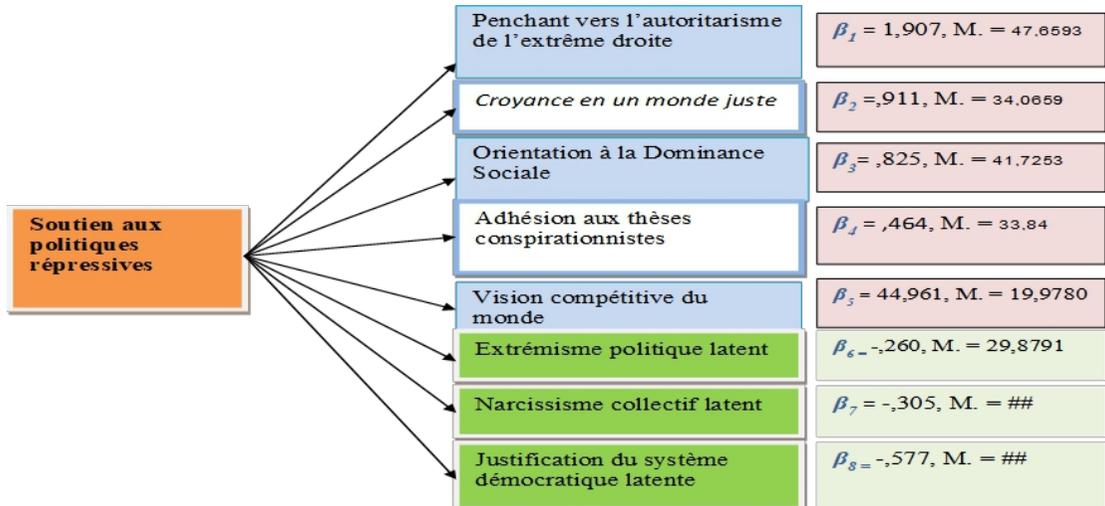


Figure 2 : Caractérisation des adeptes ou partisans des politiques répressives à l'égard des libertés politiques au Cameroun : données du profil individuel

La figure 2 dresse le profil des individus inclinés à soutenir les politiques répressives à l'égard des libertés politiques au Cameroun. Ce profil est réalisé grâce à la mesure *Kurtosis* (β_i). Cette méthode est appliquée ici dans le but de définir l'étendue du regroupement des variables centripètes, définissant le profil type d'un individu qui adhère aux politiques répressives en contexte camerounais. Un *kurtosis* positif indique que par rapport à une distribution normale (Valeur = 0), les observations sont plus regroupées au centre et présentent des extrémités plus fines, atteignant les valeurs extrêmes de la distribution. Dans le cadre de la présente recherche, on observe qu'un individu qui soutient les politiques répressives à l'égard des libertés politiques : 1) a un penchant pour l'autoritarisme d'extrême droite ($\beta_1 = 1,907$, M. = 47,6593) ; 2) a tendance à croire un monde juste ($\beta_2 = ,911$, M. = 34,0659) ; 3) a une Orientation de la Dominance Sociale forte ($\beta_3 = ,825$, M. = 41,7253) ; 4) adhère aux théories conspirationnistes ($\beta_4 = ,464$, M. = 33,84) ; et 5) a une vision compétitive du monde ($\beta_5 = 44,961$, M. = 19,9780). Cependant, il n'a tendance : 6) ni à l'extrémisme politique ($\beta_6 = -,260$, M. = 29,8791) ; 7) ni au narcissisme collectif ($\beta_7 = -,305$) ; et 8) ni à la justification du système démocratique camerounais ($\beta_8 = -,577$), en raison du fait les indices de *kurtosis* négatifs de ces variables contrôles indiquent que les observations relatives à cette caractérisation sont moins centripètes, ou qu'elles sont moins regroupées au centre et présentent des extrémités plus épaisses, atteignant les valeurs extrêmes de la distribution négative.

Discussion

La présente recherche met à l'épreuve l'hypothèse que l'adhésion aux théories conspirationnistes a un effet sur le soutien des individus aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques en contexte de démocratie autoritaire. Dans les faits, on s'attendait à ce qu'au Cameroun, les individus qui adhèrent aux théories conspirationnistes soutiennent davantage les politiques répressives à l'égard des libertés politiques que ceux qui n'y adhèrent pas. Les données collectées apportent un soutien empirique à cette prédiction.

D'après Giry (2014), les théories conspirationnistes sont des récits dont le but est d'apporter au grand public des explications alternatives de certains événements ou phénomènes, généralement considérés comme faisant l'objet d'une manipulation de la part de certains individus, dans le but de dissimuler leur implication. Elles se fondent sur le postulat selon lequel, les événements ou les phénomènes qui arrivent ont une cause réelle cachée, qu'il faut absolument rendre claire et facilement identifiable (Girardet, 1986). Pour cet auteur, cet état de fait est particulièrement observable en politique. En effet, les causes de certains événements politiques sont généralement l'objet d'une dissimulation et d'une manipulation volontaire par des individus dotés d'une

certaine influence. Dans le cas camerounais, le système gouvernant a tendance à faire valoir la thèse selon laquelle les événements malheureux qui surviennent ont pour principale cause l'opposition politique et les puissances étrangères, qui seraient animées par le désir de déstabiliser le pays en conspirant contre lui (International Crisis Group, 2018). Dans cette logique, la répression à l'égard des libertés politiques devient un instrument légitime de protection et de contrôle sociopolitique, puisque les actions de l'opposition politique sont perçues comme des atteintes à la sûreté de l'État.

Les données collectées dans la présente étude révèlent qu'au Cameroun, le soutien des individus aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques est lié au fait que les théories conspirationnistes auxquelles ils adhèrent les inclinent à voir en l'opposition politique l'instigateur des crises et des événements malheureux qui surviennent dans le pays. En lien avec cette perception, Berlet et Lyons (2000) soutiennent l'idée que les théories conspirationnistes ont pour objectif d'identifier le « bouc émissaire », c'est-à-dire un coupable pour tous les problèmes sociaux. Après cette identification, il devient plus facile de s'attaquer à lui, en bénéficiant du soutien des individus qui adhèrent à la logique conspirationniste sous-jacente. Au Cameroun, d'un certain point de vue, l'opposition politique joue ce rôle. Considérée comme l'instigatrice d'un complot de grande ampleur visant à déstabiliser le pays pour s'emparer du pouvoir par des moyens non démocratiques (<https://www.lebledparle.com/fr/les-chroniques-du-bled/1109034-tribune-le-regime-biya-est-si-arrogant-et-imbu-de-lui-meme>), elle est la cible des adeptes de la conspiration qui, en réaction à ses agissements supposés, soutiennent la répression à son égard, dans le but de mettre fin à ses exactions.

Au Cameroun, qu'elles soient pacifiques ou non, les manifestations de contestation de l'ordre social et politique établi, par les formations politiques de l'opposition ou les organisations de la société civile, font généralement l'objet d'une restriction et d'une répression par les forces de l'ordre, sous le regard et les encouragements de certains citoyens, qui justifient leur attitude par le fait que ces manifestations constituent des atteintes à la paix nationale (<https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Achille-Mbembe-demande-la-France-des-sanctions-cibl-es-contre-le-regime-Biya-496357>; <https://www.camer.be/72034/27:25/africa-afrique-pourquoi-les-manifestations-de-opposition-sont-quasiment-toutes-interdites-au-cameroun.html>). Cette attitude confirme le fait que l'adhésion aux théories du complot est liée à un manque de contrôle sociopolitique de la part des individus (Giry, 2014 ; Jamin, 2009 ; Lantian, 2015 ; van Prooijen & van Vugt, 2018). En effet, les personnes qui se sentent particulièrement menacées par une situation donnée sont les plus susceptibles d'être en accord avec les thèses conspirationnistes, puisqu'elles leur permettent de se sentir en sécurité en obtenant une satisfaction compensatoire à la menace (Huneman & Vorms,

2018 ; van Prooijen & van Vugt, 2018). Il en découle qu'elles ont tendance à développer des attitudes et des comportements négatifs pour faire face aux menaces dues au manque de contrôle sociopolitique en soutenant, par exemple, des actions violentes (Böhm et al., 2016 ; van Prooijen & van Vugt, 2018). Dans cette logique, le soutien des individus aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques au Cameroun est compréhensible, s'ils ont le sentiment que les manifestations et revendications des partis de l'opposition sont des attaques visant à renverser l'ordre politique établi (Manga & Mbassi, 2017).

Outre l'effet du facteur relatif à l'adhésion aux théories conspirationnistes, la présente recherche a analysé l'effet de certaines variables contrôlées sur le soutien des individus aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques en contexte camerounais. Ces variables ont été retenues après une analyse de la littérature. Les données collectées dans cette étude indiquent que l'autoritarisme d'extrême droite, la croyance en un monde juste, une orientation de la dominance sociale forte et la vision compétitive du monde inclinent les individus à soutenir les politiques répressives. La littérature soutient l'idée que les tendances autoritaires des individus peuvent expliquer leur soutien aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques, puisque les positions conservatrices extrêmes peuvent provenir d'anxiétés associées aux incertitudes et aux peurs, renforcées par des tendances autoritaires et l'intolérance envers les dissidents (Adorno et al., 1950 ; Altemeyer, 1981, 1988, 2006 ; Duckitt, 2015 ; Jost et al., 2003 ; Krouwel et al., 2017). La croyance en un monde juste se situe dans la même logique. Cette idéologie socialement partagée a pour principal objectif la justification des inégalités et le maintien de l'ordre social. Selon cet argument, les individus doivent se représenter le monde comme un lieu où les récompenses et les punitions ne sont pas distribuées au hasard, mais dérivent plutôt de critères méritocratiques, d'où le soutien à la répression à l'endroit de certains groupes et individus (Dalbert, 2001).

Le soutien à la répression des membres des groupes dominants (le système gouvernant en l'occurrence) à l'endroit des membres des groupes dominés (l'opposition dans le cas d'espèce) peut s'expliquer par une orientation de la dominance sociale forte. Celle-ci incline les individus à adhérer aux mythes accentuateurs de la hiérarchie sociale, qui ont pour finalité le maintien des relations intergroupes asymétriques. Ce maintien est assuré par les actions communes des différentes composantes de la hiérarchie. Il s'agit notamment des discriminations individuelle et institutionnelle. La première renvoie aux comportements d'un individu à l'égard d'un autre. La seconde fait référence à des attitudes et comportements légitimés et érigés en règle/norme par les institutions. C'est donc une discrimination légalisée et légitimée. En plus de la discrimination, l'oppression des groupes minoritaires est mise en

œuvre par la terreur systématique (Sidanius & Pratto, 1999). Il s'agit de l'utilisation disproportionnée de la violence à l'endroit des groupes de statut faible. En effet, les discriminations individuelle et surtout institutionnelle se heurtent souvent à de la résistance de la part les membres de groupes opprimés. Dans les démocraties autoritaires et les autocraties, cette résistance se confronte à la batterie de mesures implémentées par les agents répressifs de l'État.

Dans la même perspective que les travaux mettant en lien l'orientation de la dominance sociale et le soutien à la violence, Guimond et al. (2003) indiquent qu'il existe un lien entre la vision compétitive du monde et le soutien à la violence. En effet, la vision compétitive du monde est considérée comme le résultat d'une disposition à croire que les situations sociales sont caractérisées par des niveaux élevés d'inégalité et de concurrence (Imhoff & Lamberty, 2018 ; Imhoff et al., 2020 ; Sibley et al., 2007a). Pour ces auteurs, la croyance en un monde concurrentiel suggère une augmentation de la croyance en la justesse et la légitimité des inégalités intergroupes. À titre illustratif, dans une étude expérimentale, Duckitt et Fisher (2003) révèlent que les participants qui ont lu un scénario hypothétique dans lequel leur avenir était décrit comme menacé à cause de certaines personnes, ont affiché plus d'attitudes favorables à la violence que leurs homologues de la condition contrôle. Suivant cette logique, la présente étude propose que le soutien de certains individus aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques au Cameroun peut s'expliquer par le fait qu'ils perçoivent les mouvements de contestation sociale et politique organisés par les formations politiques de l'opposition comme des actes mettant en danger leurs conditions sociales. C'est dans cette veine qu'Imhoff et Lamberty (2020) perçoivent la vision compétitive du monde comme une motivation du soutien des individus à la violence d'État contre les minorités. En fait, plus il y a augmentation de la vision compétitive du monde, moins les intentions de s'engager dans les actions normatives et légales diminuent ; laissant place à des actes illégaux. Rapportés au contexte sociopolitique camerounais, ces éléments suggèrent que plus l'État et certains citoyens perçoivent les manifestations publiques des formations politiques de l'opposition comme des stratégies de déstabilisation, moins ils sont en désaccord avec le recours aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques.

Conclusion

La présente étude avait pour objectif d'analyser les facteurs qui sous-tendent le soutien des individus aux politiques répressives à l'égard des libertés politiques en contexte camerounais. La variable explicative de ce comportement mise en lumière est l'adhésion aux théories conspirationnistes ; une variable qui, à notre connaissance, n'a pas encore été mise en lien avec le

comportement investigué dans la littérature existante. L'hypothèse formulée proposait que les individus qui adhèrent aux théories conspirationnistes sont plus susceptibles de soutenir les politiques répressives à l'égard des libertés politiques que ceux qui n'y adhèrent pas. Les résultats obtenus apportent un soutien à cette prédiction. Ainsi, au Cameroun, le soutien à la répression des mouvements de contestation sociale est associée à la conviction que les membres des formations politiques de l'opposition ourdissent un complot de grande ampleur avec les puissances étrangères pour perturber l'ordre sociopolitique et renverser le pouvoir en place par des moyens non démocratiques (International Crisis Group, 2018 LTD). Outre la croyance aux théories conspirationnistes, les personnes les plus susceptibles d'admettre cette idée ont un penchant pour : l'autoritarisme d'extrême droite, la croyance en un monde juste, une orientation de la dominance sociale forte, et une vision compétitive du monde. Ils confortent ainsi les données de la littérature qui indiquent que les théoriciens de la conspiration, les autoritaristes d'extrême droite, les personnes adhérant aux idéologies extrêmes, et les individus ayant une orientation de la dominance sociale forte sont les plus susceptibles d'approuver la violence (Bartlett & Miller, 2010 ; Swami, 2012).

References :

1. Adorno, T. W., Frenkel-Brunswik, Levinson, D. J., & Sanford, R. N. (1950). *The authoritarian personality*. Harper.
2. Altemeyer, B. (1981). *Right-Wing Authoritarianism*. University of Manitoba Press
3. Altemeyer, B. (1988). *Enemies of freedom : Understanding right-wing authoritarianism*. Jossey-Bass.
4. Altemeyer, B. (2006). *The Authoritarians*. University of Manitoba.
5. Amnesty International LTD. (2019). *Cameroun. Il faut libérer les manifestants pacifiques pris pour cibles dans le cadre d'une violente répression*.
<https://googleweblight.com/i?u=https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/01/cameroon-peaceful-protesters-targeted-in-violent-crackdown-must-be-released/&hl=fr-CM>
6. Bale, J. M. (2007). Political paranoia vs political realism: On distinguishing between bogus conspiracy theories and genuine conspiratorial politics. *Patterns of Prejudice*, 41, 45-60. <http://doi.org/10.1080/00313220601118751>
7. Bartlett, J., & Miller, C. (2010). *The power of unreason: Conspiracy theories, extremism and counter-terrorism*. Demos.
8. Bazzi, S., & Blattman, C. (2011). Economic Shocks and Conflict : The absence of evidence from commodity prices. *Working Paper*.

9. Berlet, C., & Lyons, M. (2000). *Right-Wing Populism in America*. Guilford Press.
10. Besley, T., & Persson, T. (2012). The logic of political violence. *Quarterly Journal of Economics*, 126-158.
11. Böhm, R., Rusch, H., & Gurerk, Ö. (2016). What makes people go to war? Defensive intentions motivate retaliatory and preemptive intergroup aggression. *Evolution and human Behavior*, (37), 29-34
12. Booth, J., & Richard, P. B. (2000). The Effects of Repression, Political Violence, and Pain and Loss (on Social Capital in Central America. *American Journal of Political Science*, 19 (1), 106-124.
13. Braud, P. (2008). Le jardin des délices démocratiques. *Revue des Sciences Sociales du Politique*, 17, 163-175.
14. Brotherton, R., French, C. C., & Pickering, A. D. (2013). Measuring belief in conspiracy theories : The Generic Conspiracist Beliefs Scale. *Frontiers in Psychology*, 4, 279-287. <http://dx.doi.org/10.3389/fpsyg.2013.00279>
15. Burke, M. B., Edward, M., Shanker, S., John, A., & David, B. L. (2009). Warming increase the risk of civil war in Africa. *Proceeding of the National Academy of the Science*, 106-124.
16. Dalbert, C. (1999). The world is more just for me than generally: About the personal belief in a just world scale's validity. *Social Justice Research*, 12(2), 79-98.
17. Dalbert, C. (2001). *The justice motive as a personal resource : Dealing with challenges and critical life events*. Plenum Publishers.
18. Davenport, C., & Armstrong, D. (2004). Democracy and the Violation of Human Rights : A Statistical Analysis from 1976 to 1996. *American Journal of Political Science* 48(3), 538–554.
19. Dipietro, W. R. (2016). Political Repression and Government Effectiveness. *Asian Journal of Social Science Studies*, 4 (1), 375-387. <http://doi.org/10.20849/ajsss.v1i1.14>
20. Dono, M., Alzate, M., Seoane, G., & Sabucedo, J. M. (2018). Development and validation of the Monopoly on Truth Scale : A measure of political extremism. In *Psicothema* , 30 (3), 330-336. [10.7334/psicothema2017.423](https://doi.org/10.7334/psicothema2017.423)
21. Douglas, K. M., & Sutton, R. M. (2011). Does it take one to know one? Endorsement of conspiracy theories is influenced by personal willingness to conspire. *British Journal of Social Psychology*, 50, 544-552. [10.1111/j.2044-8309.2010.02018.x](https://doi.org/10.1111/j.2044-8309.2010.02018.x).
22. Douglas, K. M., Cichocka, A., & Sutton, R. M. (2017). The Psychology of Conspiracy Theories. *Psychological Science*, 26(6), 538-542. [10.1177/0963721417718261](https://doi.org/10.1177/0963721417718261)

23. Dube, A., Dube, O., Garcia-ponce, O. (2013). Cross-spillover : US gun laws and violence in Mexico. *American Political Science Review*, 107(3), 397-417.
24. Duckitt, J. (2015). Authoritarian Personality. In D. Wright (ed.), *International Encyclopedia of the Social and Behavioral Sciences* (2 ed., Vol. 2, pp. 255-261). Elsevier.
25. Duckitt, J., & Fisher, K. (2003). The impact of social threat on world view and ideological attitudes. *Political Psychology*, 24(1), 199-222. <http://doi.org/10.1111/0162-895X.00322>
26. Earl, J. (2011). Political Repression: Iron Fists, Velvet Gloves, and Diffuse Control ». *The Annual Review of Sociology*, (37), 261-284.
27. Etekou, B. Y. (2013). *L'alternance démocratique dans les États d'Afrique francophone*. [Thèses de doctorat, Université de Cocodi Abidjan]. https://www.congoforum.be/Updocs/Alternance_politique_en_Afrique.pdf
28. Garcia-Ponce, O., & Pasquale, B. (2013). *How Political Violence Shapes Trust in the State*. Cambridge University Press.
29. Girardet, R. (1986). *Mythes et mythologies politiques*. Seuil.
30. Giry, J. (2014). *Le conspirationnisme dans la culture politique et populaire aux États-Unis : une approche sociopolitique des théories du complot*. [Thèse de doctorat, Université de Rennes]. <https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-01686574/document>
31. Golec de Zavala, A., Cichocka, A., Eidelson, R., & Jajawickreme, N. (2009). Collective narcissism and its social consequences. *Journal of Personality and Social Psychology*, 97, 1074-1096. 10.1037/a0016904
32. Guimond, S., Dambrun, M., Michinov, N., & Duarte, S. (2003). Does social dominance generate prejudice? Integrating individual and contextual determinants of intergroup cognitions. *Journal of Personality and Social Psychology*, 84, 697-721.
33. Hermet, G. (2006). Autoritarisme, démocratie et neutralité axiologique chez Juan Linz. *Revue Internationale de Politique Comparée*, 13(1), 45-73.
34. Houngnikpo, M. C. (2004). *L'illusion démocratique en Afrique*. L'Harmattan.
35. Huneman, P. & Vorms, M. (2018). Is a Unified Account of Conspiracy Theories Possible? *Cracow University of Economics Press*, 3, 247-270. 10.23811/54.arg2017.hun.vor. hal-01968477
36. Imhoff, R., & Bruder, M. (2014). Speaking (Un-)Truth to Power : Conspiracy Mentality as a Generalized Political Attitude. *European Journal of Personality*, 28, 25-43.

37. Imhoff, R., & Lamberty, P. (2018). How paranoid are conspiracy believers? Towards a more fine-grained understanding of the connect and disconnect between paranoia and belief in conspiracy theories. *European Journal of Social Psychology*, 48, 909-926.
38. Imhoff, R., Dieterle, L., & Lamberty, P. (2020). Resolving the puzzle of conspiracy worldview and political activism : Belief in secret plots decreases normative but increases non- normative political engagement. *Social Psychological and Personality Science*, 49, 926-957.
39. Indice De Démocratie. (2020, 7 septembre). Dans *Wikipédia*. https://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_de_d%C3%A9mocratie
40. International Crisis Group LTD. (2018). *Élection présidentielle au Cameroun : les fractures se multiplient*. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroun/b142-election-presidentielle-au-cameroun-les-fractures-se-multiplient&hl=fr-CM>
41. Inyikalum, D. B. (2017). Rousseau and the concept of political liberty and equality. *International Journal of Science Inventions Today*, 6(5), 588-600.
42. Jamin, J. (2009). *L'imaginaire du complot : le discours sur l'extrême droite en France et aux États-Unis*. Amsterdam University Press.
43. Jost, J. T., Pelham, B. W., Sheldon, O., & Sullivan, B. N. (2003). Social inequality and the reduction of ideological dissonance on behalf of the system : Evidence of enhanced system justification among the disadvantaged. *European Journal of Social Psychology*, 33(1), 13-36. 10.1002/ejsp.127
44. Krouwel, A., Kutiyskib, Y., Van Prooijen, J-W., Martinsson, J., & Markstedt, E. (2017). Does Extreme Political Ideology Predict Conspiracy Beliefs, Economic Evaluations and Political Trust? Evidence From Sweden. *Journal of Social and Political Psychology*, 5(2), 435-462. 10.5964/jspp.v5i2.745
45. Lantian, A. (2015). *Rôle fonctionnel de l'adhésion aux théories du complot : un moyen de distinction ?* [Thèse de doctorat, Université de Grenoble Alpes]. <http://www.theses.fr/2015GREAS006>
46. Lemonde, L. (2010). Le profilage dans l'espace public : comment cacher ce que l'on ne veut pas voir. *Bulletin de ligue des droits et libertés, Autonome*.
47. Leotti, L. A., Iyengar, S. S., & Ochsner, K. N. (2010). Born to choose : The origins and value of the need for control. *Trends In Cognitive Sciences*, 14, 457-463. 10.1016/j.tics.2010.08.001

48. Ligue des droits et des libertés (2015). *Manifestations et répressions*. <https://googleweblight.com/i?u=https://liguedesdroits.ca/revue&hl=fr-CM>
49. Liniger-Goumaz, M. (1992). *La démocrature : Dictature camouflée, démocratie truquée*. L'Harmattan.
50. Logan, C., & Bratton, M. (2006). The political gender gap in Africa: similar attitudes, different behaviors. Afrobarometer Working Paper, 58. <http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Working%20paper/AfropaperNo58.pdf>
51. Manga, J. M., & Mbassi, A. R. (2017). De la fin des manifestations à la faim de manifester : revendications publiques, rémanence autoritaire et procès de la démocratie au Cameroun. *Politique Africaine*, (126), 73-97.
52. Messanga, G. A., & Taffo Nemboe, W. (2017). Adaptation de l'Échelle de Justification du Système Démocratique auprès de jeunes adultes Camerounais. *Revue Africaine de Sciences Politique et Sociales*, (12), 89-117.
53. Natielse, K. J. (2013). *Le Burkina Faso depuis 1991 : entre stabilité politique et illusionnisme démocratique*. [Thèse de Doctorat, Université Montesquieu Bordeaux iv]. <http://www.theses.fr/2013BOR40021>
54. Nyamnjoh, F. B. (2002). Cameroon: Over twelve years of cosmetic democracy. *News from the Nordic Africa Institute*, 3, 5-18.
55. Pommerolle, M. E. (2015). Les violences dans l'Extrême-nord du Cameroun : le complot comme outil d'interprétation et de luttes politiques. *Politique Africaine*, 138(2), 163-177. <http://doi.org/10.3917/polaf.138.0163>
56. Pratto, F., Sidanius, J., Stallworth, L. M., Malle, B. F. (1994). Social dominance orientation : A personality variable predicting social and political attitudes. *Journal of personality and social psychology*, (67), 741-763.
57. Schedler, A. (2006). *Electoral authoritarianism : the dynamics of unfree competition*. Lynne Rienner Publisher.
58. Shermer, M. (2011). The believing brain. Why science is the only way out of the trap of belief depend realism. *Scientific American*, 305(1), 43-84.
59. Sibley, C. G., & Duckitt, J. (2009). Big-Five personality, social worldviews, and ideological attitudes: Further tests of a dual process cognitive-motivational model. *Journal of Social Psychology*, 1(49), 545-561.

60. Sibley, C. G., Wilson, M., & Duckitt, J. (2007a). Effects of dangerous and competitive worldviews on right wing authoritarianism and social dominance orientation over a five-month period. *Political Psychology*, (28), 357-371.
61. Sidanius J. & Pratto, F. (1999). *Social dominance : An intergroup theory of social hierarchy and oppression*. Cambridge University Press.
62. Swami, V. (2012). Social psychological origins of conspiracy theories : The case of the Jewish conspiracy theory in Malaysia. *Frontiers in psychology*, (3)280, 1-9. <http://doi.org/10.3389/fpsyg.2012.00280>.
63. Tilly, C. (2007a). *Contentious performance*. Cambridge University Press.
64. Tilly, C. (2009). Regimes, Repertoires and State Repression Swiss. *Political Science Review*, 15(2), 377-85.
65. Van Prooijen, J-W., & Van Lange, P. A. (2014) (eds.). The social dimension of believe on conspiracy theory. *Power, politics, and paranoia: why people are suspicions of their leader* (pp. 236-253). Cambridge University Press.
66. van Prooijen, J-W., & van Vugt, M. (2018). Conspiracy Theories : Evolved Functions and Psychological Mechanisms. *Association of Psychological Science*, 13(6), 770-778. <http://doi.org/10.1177/1745691618774270>
67. Whitson, J. A., & Galinsky, A. D. (2008). Lacking control increase illusory pattern perception. *Science*, (322), 115-117. <http://doi.org/10.1126/science.1159845>